

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 27 JUIN 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/382</b>  <b>CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE A DISPOSITION DES PARCS DE LA NAVALE ET FERNAND BRAUDEL A LA SEYNE-SUR- MER PAR LA METROPOLE TPM AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE LA SEYNE- SUR-MER POUR L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/382**

**BUREAU DU 27 JUIN 2022**

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE A  
DISPOSITION DES PARCS DE LA NAVALE ET  
FERNAND BRAUDEL A LA SEYNE-SUR-MER PAR LA  
METROPOLE TPM AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE  
LA SEYNE-SUR-MER POUR L'ORGANISATION DE  
MANIFESTATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au  
Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention ci-annexé (et ses annexes),

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM est régulièrement sollicitée par les services de la Ville de La Seyne-sur-Mer pour l'organisation d'évènements et/ou manifestations, dans le cadre de leurs missions de service public et d'intérêt général, afin d'obtenir les autorisations de mise à disposition des parcs de la Navale et de Braudel transférés à la Métropole,

**CONSIDERANT** que chaque demande communale nécessite une convention particulière,

**CONSIDERANT** que pour faciliter la mise à disposition des parcs de la Navale et de Braudel, il convient de faire une convention de partenariat et de mise à disposition de ces derniers sans limite de durée afin d'éviter la multiplication des procédures d'autorisations ponctuelles,

**CONSIDERANT** qu'un avenant n°1, en cours de procédure, à la convention descendante de mise à disposition des biens par la Métropole TPM auprès de la commune de La Seyne-sur-Mer, modifiera l'article 2 afin que la ville puisse utiliser les locaux de la Métropole TPM pour réaliser des missions d'intérêt général en complément des missions de service public déjà autorisées,

**CONSIDERANT** qu'il est désormais opportun que la Métropole TPM mette à disposition les parcs de la Navale et de Braudel (espaces extérieurs) dans les mêmes conditions et dans les termes de la convention jointe,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la présente convention de partenariat et de mise à disposition au bénéfice de la commune pour l'organisation d'évènements et/ou manifestations notamment pour des animations ponctuelles, liées aux compétences communales.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que la présente convention est conclue sans limite de durée et sans incidence financière.

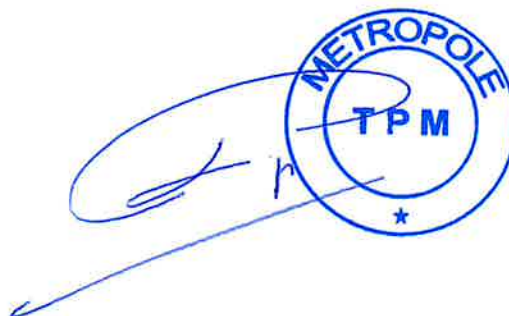
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE A DISPOSITION DES PARCS DE LA NAVALE ET FERNAND BRAUDEL A LA SEYNE SUR MER POUR L'ORGANISATION D'EVENEMENTS ET DE MANIFESTATIONS DANS LE CADRE DE SES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ET D'INTERET GENERAL**

### **IDENTIFICATION DES PARTIES**

La présente convention de partenariat est passée entre :

#### **ENTRE :**

**La Métropole de Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert Falco, agissant en vertu de la Décision n°..... du bureau métropolitain du**

.....

**d'une part, ci-après dénommée « la Métropole TPM »,**

#### **ET :**

La Commune de la Seyne-sur-Mer, représentée par son Maire, Madame Nathalie BICAIS, agissant aux présentes en qualité de Maire dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibérations du conseil municipal en date du 16 juillet 2020 n° DEL-20-018 et du 14 septembre 2020 n° DEL-20-086,

**d'autre part, ci-après dénommé « la Ville »,**

### **PREAMBULE**

La ville de La Seyne sur Mer, organise, dans le cadre de ses missions de service public et d'intérêt général et de son programme d'animations, des manifestations et/ou évènements (culturel, sportif, associatif...), qui se déroulent tout au long de l'année au sein des Parcs métropolitains de la Navale et Fernand Braudel sis à La Seyne sur Mer.

Dans un objectif de proximité et d'amélioration des délais de délivrance régulière de ce type d'autorisations, il y a lieu pour la Métropole TPM de contractualiser en ce sens un partenariat avec la Ville de La Seyne sur Mer.

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 – OBJET**

La Métropole TPM met à disposition du titulaire, qui l'accepte, les Parc de la Navale et Fernand Braudel à La Seyne sur Mer, dans le cadre du programme évènementiel déterminé pour l'année 2022 par la Ville de La Seyne sur Mer.

#### **ARTICLE 2 - DESTINATION**

Les sites susvisés sont confiés au titulaire dans le cadre du programme évènementiel visé à l'article 1, développant sa politique en matière culturelle, sportive, associative, notamment.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exercer sur les sites objets de la présente convention d'autres activités que celles susmentionnées, sauf accord express de la Métropole TPM.

La présente convention n'entre pas dans le champ d'application du code du commerce. Les dispositions du Décret n°53-960 du 30 septembre 1953 (régulant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal) relatives au fonds de commerce sont exclues de la présente convention.

#### **ARTICLE 3 - NATURE DE L'AUTORISATION**

Les Parcs de la Navale et Fernand Braudel à La Seyne sur Mer sont mis à disposition toute l'année par la Métropole TPM à la Ville de La Seyne sur Mer, dans les limites de l'Article 1 et conformément à leurs règlements respectifs ci-annexés.

#### **ARTICLE 4 – MODALITES D'ACCES ET D'UTILISATION**

L'accès auxdits sites et aux équipements dédiés aux événements et/ou manifestations concernés est réglementé. La présence de panneaux à l'attention du public permet de rappeler les consignes d'utilisation et de sécurité.

Il appartient au titulaire d'assurer la propreté des lieux ainsi que l'entretien courant et les menues réparations des équipements.

Le titulaire ne pourra procéder à aucun aménagement, ni à aucune construction ou démolition sans l'accord écrit de la Métropole TPM.

Pendant la durée de fonctionnement de ses équipements, le titulaire s'engage à ne pas créer de gêne aux installations actuelles ou futures de la Métropole TPM qui sont prioritaires et qui résultent de la destination du Domaine Public Métropolitain, ce que le titulaire ne peut ignorer.

Pendant toute la durée de la présente, le titulaire s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soit toujours conforme à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de santé publique et notamment les dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention. Et de façon générale, le titulaire devra respecter toutes les réglementations en vigueur applicables à son occupation au sein desdits sites, incluant les règlements desdits Parcs de La Navale et Fernand Braudel à La Seyne sur Mer.

Les équipements techniques du titulaire, existants ou à venir, ne devront apporter aucune gêne à la Métropole TPM dans la gestion du domaine public, ne constituer aucune dégradation et atteinte à l'intégrité desdits sites, ne présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer l'exploitation et/ou l'entretien desdits sites.

Le titulaire devra maintenir les emplacements, les équipements techniques ainsi que les ouvrages qui auront été modifiés, sous réserve d'accord préalable expresse de la Métropole TPM, en parfait état d'entretien et de propreté compte tenu de la destination desdits sites.

Les équipements techniques installés sont et demeurent la propriété du titulaire qui devra procéder aux enlèvements et déposes au terme du contrat à charge et sous sa responsabilité pleine et entière, avec une remise en état desdits sites dans l'état auquel ils se trouvent au jour de la prise d'effet du contrat.

En conséquence, le titulaire assumera toutes les charges, les réparations, l'entretien, etc ... afférents aux équipements techniques et, de façon générale, couvrira à ses frais et sous sa responsabilité pleine et entière, tous les abonnements relevant de l'occupation et de la gestion de ces sites.

Le titulaire devra assurer le débroussaillage des emplacements mis à disposition afin d'éviter tout départ de feu susceptible d'être provoqué par ses équipements électriques.

## **ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE**

### **5.1 – cadre général :**

Le titulaire a la garde des biens meubles et immeubles mis à sa disposition, cette garde s'entend comme un droit d'usage, de contrôle et de direction conformément à l'article 1384 du Code Civil. Ce dernier est responsable des dommages causés par les biens qu'il a sous sa garde ou générés par ceux-ci par l'usage qui en est fait, à l'égard des tiers, il est également responsable de tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel en cas de vol, dégradations, ou autres.

Au cours de l'utilisation du site mis à sa disposition, le titulaire s'engage :

- A en assurer la surveillance ainsi que celle des voies d'accès,
- A respecter et faire respecter les règles de sécurité,
- A signaler à la Métropole TPM les éventuelles anomalies qui seraient décelées.

Le titulaire demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques ainsi que des préjudices causés aux tiers et aux biens de la Métropole TPM.

Pour tout dommage immatériel que l'une des parties occasionnerait à l'autre, les parties et leurs éventuels assureurs respectifs renonceront à tout recours réciproque, sauf en cas de faute prouvée.

Le titulaire est gardien exclusif de ses installations et de ses équipements techniques, la Métropole TPM ne garantissant aucune surveillance. Le titulaire ne pourra donc prétendre à aucune indemnité pour défaut de surveillance en cas de sinistre.

La Métropole TPM ne pourra en aucune façon être responsable des risques spéciaux qui pourraient résulter de l'exploitation ou des équipements techniques du titulaire.

Le titulaire aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

## **5.2 – assurances :**

Le titulaire devra souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une assurance " Dommage aux Biens " pour ses équipements et une assurance « Responsabilité Civile » garantissant notamment les risques d'incendies, dégâts des eaux, responsabilité civile en général et professionnels ainsi que tous les risques spéciaux liés à son activité ainsi qu'une assurance contre le vandalisme.

Cette ou ces polices devront être souscrites auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) notoirement solvable(s).

La Métropole TPM se réserve la possibilité de réclamer à tout moment au titulaire les justificatifs de ces assurances.

Dans le cas où l'installation technique du titulaire entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par la Métropole TPM, pour garantir les emplacements du Domaine Public métropolitain, le titulaire remboursera le montant des primes supplémentaires.

Si le titulaire a recours à un sous-traitant, celui-ci devra être garanti par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, le titulaire reste seul responsable, à l'égard de la Métropole TPM de tout fait de son sous-traitant.

## **ARTICLE 6 – DUREE - RENOUVELLEMENT**

Compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et d'intérêt général, la présente convention est valable sans limitation de durée à compter de la date de notification.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties après analyse des impacts organisationnels pour les deux collectivités et accord sur les ajustements à opérer et par une délibération des deux assemblées entérinant ces principes.

Cette dénonciation prendra effet dans un délai de 6 mois à compter de la date de la dernière délibération.

De clause expresse, les parties conviennent qu'aucune indemnité ne sera due en cas de dénonciation.

## **ARTICLE 7- REDEVANCE – DEPOT DE GARANTIE**

### **7.1 – Redevance**

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit en vertu du caractère d'intérêt général et des missions de service public assurées par le titulaire.

Le titulaire supportera seul, sous sa responsabilité et à ses frais, les éventuels abonnements et les consommations de toutes sortes (eau et électricité inclus).



Il ne sera pas exigé de dépôt de garantie auprès du titulaire, partenaire institutionnel de la Métropole TPM.

Les droits et obligations sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du Domaine Public, pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente convention.

## **ARTICLE 8- CLAUSES RESOLUTOIRES – ALIENATION DU DOMAINE PUBLIC**

La présente convention pourra être résiliée :

- ⇒ **Par l'une ou l'autre des parties**, à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de **deux mois**,
- ⇒ **Par la Métropole TPM qui se réserve le droit de mettre un terme à tout moment, à l'autorisation accordée ; notamment :**

- pour tout motif d'intérêt général,
- en cas de non-respect d'une des dispositions de la présente convention mises à la charge du titulaire.

La convention cessera de plein droit, sans aucune formalité ni indemnités éventuelles, en aucune façon de la part de la Métropole TPM, en cas d'arrêt des activités exercées sur lesdits sites.

### **8.1 - Aliénation du DP**

Dans la mesure où la Métropole déciderait d'aliéner le Domaine Public (DP) métropolitain, après accomplissement des formalités nécessaires, la présente convention serait résiliée de plein droit dans les conditions fixées au présent article.

La Métropole TPM s'engage à informer le titulaire de toute décision de déclassement ou transfert de ce DP métropolitain.

## **ARTICLE 9 – CONTENTIEUX - LITIGES**

En cas de litiges et après épuisement des voies amiables, les parties devront présenter leur conflit devant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – B.P 40510 – 83000 TOULON CEDEX 9. Elles s'engagent à élire domicile au lieu de signature de la présente convention.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES**

Toutes modifications des modalités d'occupation des sites confiés, demandées par l'une des parties et acceptée par l'autre, fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

FAIT à Toulon, le .....

LE TITULAIRE,  
Le représentant de la commune  
Nathalie BICAIS  
Maire de La Seyne-sur-Mer  
Vice-Président du Conseiller départemental du Var  
Vice-Président de la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée

HUBERT FALCO,  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE A DISPOSITION DES  
PARCS DE LA NAVALE ET FERNAND BRAUDEL A LA SEYNE SUR MER  
POUR L'ORGANISATION D'EVENEMENTS ET DE MANIFESTATIONS  
DANS LE CADRE DE SES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ET  
D'INTERET GENERAL**

**ANNEXE 1**

**REGLEMENT INTERIEUR DU PARC PAYSAGER FERNAND BRAUDEL**

## ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU PARC PAYSAGER FERNAND BRAUDEL



NOUS, Maire de la Ville de LA SEYNE SUR MER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le Code Pénal,  
VU la Loi n°79-1160 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,  
VU le Code de la voirie routière,  
VU l'arrêté préfectoral relatif aux bruits de voisinage du 20 septembre 2002  
VU le règlement sanitaire départemental du 25 février 1980 modifié,  
VU l'arrêté municipal en date du 13 février 2004 relatif aux bruits de voisinage, modifié le 28/3/2005  
VU l'arrêté municipal en date du 14 mai 2004 portant règlement intérieur du Parc Braudel

Considérant qu'il convient d'adapter les dispositions de l'arrêté précité aux circonstances actuelles,

Considérant qu'il convient de prendre toutes mesures pour l'assurer l'ordre public, la tranquillité, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens dans le Parc Braudel,

### ARRÊTIONS

#### ARTICLE 1er : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le parc paysager Fernand BRAUDEL est un espace ouvert au public et placé sous la sauvegarde du public.  
Les usagers sont responsables des dommages de toute nature qu'ils peuvent causer par eux-mêmes, par les personnes, les animaux ou les objets dont ils ont la charge ou la garde.  
La surveillance du Parc est assurée par les agents de la police municipale ainsi que par un système de vidéosurveillance.

#### ARTICLE 2 : CONDITIONS D'OUVERTURE

En cas de grosses intempéries ou par nécessité de service, le parc pourra être temporairement fermé au public en totalité ou partie.  
Le public n'a pas accès aux parties en cours de travaux ainsi qu'aux locaux et zones de service.

#### ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ACCÈS

Le parc est strictement réservé aux piétons.  
L'accès et le stationnement des véhicules à moteur sont interdits en tous temps.  
Le présent article ne concerne pas les véhicules de service, de police, de secours et les véhicules de livraison autorisés uniquement jusqu'à 9h30.  
De même, l'accès au parc est interdit aux deux-roues (notamment vélos, V.T.T.) hormis pour les enfants de moins de dix ans à condition qu'ils soient accompagnés et surveillés de manière à ne créer aucune gêne pour les autres usagers du parc.

#### ARTICLE 4 : USAGES SPÉCIAUX DU PARC

Sont interdites aux entrées et à l'intérieur du Parc, sauf autorisations accordées par le Maire :

- l'organisation de manifestations sportives, culturelles ;
- l'exercice d'une activité commerciale et/ou artisanale quelconque, y compris les prises de vues photographiques et cinématographiques à caractère professionnel ;
- les quêtes ;
- la distribution de réclames, prospectus, imprimés en tracts ;
- les marchands ou musiciens ambulants et les saltimbanques.

#### ARTICLE 5 : TENUE ET COMPORTEMENT DU PUBLIC

- Le public doit conserver une tenue et un comportement conformes aux bonnes mœurs et à l'ordre public.  
- L'introduction et l'usage de jouet et objets dangereux sont interdits. De même sont interdits tous jeux susceptibles d'occasionner des accidents ou des dérangements.

#### ARTICLE 6 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS

Il est défendu :

- de toucher aux végétaux notamment aux fleurs, arbres, arbustes et arbustes,
- de lancer des objets, notamment ceux de nature à blesser ou souiller les promeneurs,
- de dégrader ou salir les allées, les ouvrages d'art ou autres parties des espaces verts ou du mobilier urbain, ainsi que les bâtiments,

- de déposer des ordures ailleurs que dans les poubelles destinées à cet effet,
- de soulever faire du jeux mise à la disposition des enfants et en général, tous les emplacements qui leur sont destinés,
- de se baigner dans les bassins, d'y lancer des objets ou de les soulever,
- de puer de l'eau ailleurs qu'aux bornes fontaines,
- le jeu de boules est interdit dans le parc sauf sur l'emplacement prévu à cet effet,
- de faire tout feu ou barbecue,
- de jouer aux ballons sur les pelouses hormis pour les enfants de moins de 10 ans,
- de camper ou d'installer tout matériel de pique-nique (tables, chaises, dépliant, etc).

Les équipements existants doivent être utilisés conformément à leur destination et il doit être veillé à ce qu'ils ne soient pas détériorés.

#### ARTICLE 7 : DISPOSITIONS CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout bruit causé sans nécessité ou dû à un défaut de précaution est interdit.  
Sont notamment interdits en toutes circonstances :

- l'usage d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore, tels que les postes radios, à moins que ces appareils ne soient utilisés avec les écouteurs ;
- les lars de pétards ou d'artifices, et tous autres objets bruyants similaires ;
- les sonorisations à amplificateurs de puissance, à quelque usage qu'elles soient, des lors qu'elles ne font pas l'objet d'une autorisation municipale.

#### ARTICLE 8 : DISPOSITIONS CONCERNANT LES ANIMAUX

L'entrée et la circulation est interdite aux animaux sauf aux chiens tenus en laisse (d'une longueur maximum de 1,50m) et muselés s'il y a lieu : toutefois le propriétaire de l'animal devra veiller au respect des règles d'hygiène, notamment en prenant ses dispositions pour prélever les déjections de son animal.  
Leur présence est interdite dans les jardins d'enfants ou la partie du parc réservée à l'usage des enfants.  
Les animaux qui seront trouvés en liberté, qu'ils soient ou non pourvus de muselière, seront saisis et conduits à la fourrière ; s'ils ont un propriétaire, celui-ci sera poursuivi.  
La distribution d'aliments aux animaux est interdite dans le parc.

#### ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET POLICE

La ville de La Seyne-sur-Mer décline toute responsabilité quant aux accidents ou aux vols qui viendraient à se produire à l'intérieur du parc. Les perturbateurs qui créeraient des incidents à l'intérieur du parc seront immédiatement invités à quitter le parc et procès-verbal sera dressé.  
Les parents ou toute personne en ayant la garde seront responsables des dégâts causés par leurs enfants.

#### ARTICLE 10 : CONTREVENANTS

Le public est tenu de détenir aux injonctions des surveillants, aux agents de la force publique et aux préposés de l'administration, en ce qui concerne l'observation du présent arrêté.  
Les contrevenants seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 11 : EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent celles de l'arrêté municipal du 14 mai 2004.  
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale ainsi que les agents municipaux affectés au parc sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera imprimé et affiché dans le Parc. En outre, le présent règlement sera publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à La Seyne-sur-Mer  
Le 16 novembre 2009

Marc VUILLENOT  
Maire de La Seyne-sur-Mer  
Vice-Président de l'Union Provence Méditerranée

**CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE MISE A DISPOSITION DES  
PARCS DE LA NAVALE ET FERNAND BRAUDEL A LA SEYNE SUR MER  
POUR L'ORGANISATION D'EVENEMENTS ET DE MANIFESTATIONS  
DANS LE CADRE DE SES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ET  
D'INTERET GENERAL**

**ANNEXE 2**

**REGLEMENT INTERIEUR DU PARC DE LA NAVALE**